

#RencontresdeL'été2025

HISTOIRE ET VALEURS DE SOLIDAIRES

LUNDI 23 JUIN APRÈS-MIDI

PRÉSENTATION DE LA PLÉNIÈRE PAR OPHÉLIE
DRÉZET-GATH, MEMBRE DU SECRÉTARIAT
NATIONAL



Bonjour à toutes et tous,

Je vous présente les intervenantes et intervenants de cette plénière d'ouverture

Annick Coupé et **Gérard Gourguechon**, parmi les fondatrices et fondateurs de notre Union syndicale Solidaires qui fête ses 27 ans.

Nous sommes aujourd'hui dans un contexte mondial libertarien, dominant, agressif, qui violente les populations, nourrit la haine et les peurs, attise la xénophobie et les racismes, détruit le vivant et brûle la planète. Face à cela, nous devons plus que jamais nous lever et contrer tout ce qui détruit le vivre ensemble et les solidarités.

Pour faire cela et donc faire vivre et développer notre organisation, il est important de connaître son histoire et de s'approprier ses valeurs et les fondamentaux de son projet syndical.

Cette plénière sera l'occasion de revenir sur l'histoire de l'Union syndicale Solidaires, rythmée par des combats communs, des débats, des victoires, mais surtout par la volonté de construire un syndicalisme de lutte, anticapitaliste, féministe, écologiste, antiraciste... bref un syndicalisme de transformation sociale qui combat toutes les oppressions par la mobilisation des travailleur-euses.

Cette première discussion sera suivie de témoignages actuels de syndicalisation chez Lidl et Amazon. Des secteurs où les organisations syndicales de lutte peinent à s'implanter et où la répression patronale est habituelle. Ils et elles partageront leurs expériences concrètes d'implantation, de mobilisation et de résistance dans un secteur emblématique du capitalisme contemporain et incontournable pour notre développement dans le privé.

INTERVENTION COMMUNE DE GÉRARD GOURGUECHON ET ANNICK COUPÉ

Annick Coupé :

Bonjour à tou-tes.

Je suis Annick Coupé. J'ai été postière. J'ai adhéré à la CFDT, nul n'est parfait, en 1972. Beaucoup d'entre vous n'étaient pas nés. J'ai été virée, avec d'autres camarades, de la CFDT en 1988 et on a créé Sud PTT. J'ai été impliquée dans la construction de l'outil interpro Solidaires avec Gérard dès 89. Ce qui était le Groupe des dix, et qui est devenu Solidaires. J'ai maintenant la chance d'être en retraite depuis 10 ans et la retraite, c'est vraiment bien.

Gérard Gourguechon :

Je m'appelle Gérard Gourguechon. J'étais aux

impôts, inspecteur des impôts.

J'étais dans un syndicat autonome, né de la scission CGT/CGT-FO de 47-48 qui avait choisi de ne pas rester à la CGT et de ne pas aller à FO et de devenir un syndicat autonome, parce que non confédéré. J'étais secrétaire général du syndicat de 80 à 86. En 80, avec l'arrivée de la gauche au pouvoir, on a créé le Groupe des dix avec d'autres syndicats autonomes. J'ai pris contact avec Sud-PTT, qui venait de se créer en 89. À cette époque-là, il y a eu la plus grande grève de fonctionnaires qui a duré dans l'appareil d'État de mai 89 à novembre 89. Cela a facilité le rapprochement entre Sud-PTT,

qui était foutu dehors de la CFDT pour cause de grève avec un gouvernement de gauche, et nous qui étions en grève contre un gouvernement de gauche (à gauche, sur le papier!). Et puis, je suis en retraite depuis 2001. Il y en a qui n'étaient pas nés. Là, je peux vous dire aussi que c'est très bien la retraite.

AC : Merci en tous les cas d'avoir vraiment joué le jeu des Post-its et des idées. Avec Gérard et les camarades, on a essayé d'organiser un peu à partir de toutes les idées que vous avez mises sur les Post-its. Déjà, bonne nouvelle, c'est qu'il y en a quand même beaucoup qui se recourent. C'est plutôt rassurant. On va s'organiser de

la façon suivante : on a identifié sept grandes thématiques qui en regroupent évidemment à chaque fois plusieurs et on va les présenter alternativement, Gérard et moi. Ensuite, on aura un temps où vous pourrez encore intervenir, poser des questions, si on n'a pas été clair, ce qui est possible. Évidemment, dans le temps imparti, on ne répondra pas à toutes les questions parce que je pense qu'il y a aussi plein de choses dont vous allez continuer à débattre pendant toute cette semaine. Sur chaque point qu'on a identifié comme une grosse thématique sur l'identification des valeurs de Solidaires ou ce qui nous guide, on va essayer de faire

cinq minutes. Gérard, comme moi, on est un peu bavard, donc on va quand même essayer de s'y tenir pour pouvoir répondre sur les sept thèmes.

GG : L'objectif du syndicalisme, c'est de satisfaire les revendications des camarades de façon collective parce qu'on est exploité. Il faut donc savoir contre qui on se bat. Aujourd'hui, en France, en 2025 (c'était déjà le cas en 2001 et en 1981), c'est une société capitaliste, et le système capitaliste domine la planète. Mais ça n'a pas toujours été le cas dans l'histoire de l'humanité. Donc c'est possible, probable et même souhaitable que ça change ou au moins que ça évolue. On a vu aussi dans l'histoire, pas dans la vôtre, personnelle, qui est trop courte, mais dans l'histoire humaine, que le capitalisme a évolué. Dans le temps, cela a été plus ou moins libéral, plus ou moins autoritaire, plus ou moins fascisant, plus ou moins partageux, plus ou moins égoïste.

Ce qu'on se donne comme but, c'est d'essayer de comprendre l'adversaire contre qui on se bat : le système capitaliste, pour mieux le combattre. Par étapes, depuis que notre regroupement existe, ça s'est réalisé très concrètement. Par exemple, en 94, on a voulu travailler ensemble avec les victimes du système à un moment donné, les chômeurs et les chômeuses. On a participé à la création d'Agir ensemble contre le Chômage (AC!). En créant Attac en 98, on a essayé aussi, avec d'autres structures syndicales et associatives, d'essayer de mieux comprendre le capitalisme de l'époque et qui domine toujours aujourd'hui, le capitalisme financier. En gros, en 98, avec Bernard Cassen, qui est décédé il y a peu de temps, et le Monde diplomatique, on a constaté que le capitalisme paraissait désordonné, mais il y avait un pilote dans l'avion. C'était le capitalisme financier, c'était les actionnaires, c'était les multinationales et les principaux actionnaires des multinationales et la concentration capitaliste.

Ces efforts qu'on a faits pour essayer de comprendre le capitalisme nous obligent à faire de la réflexion, de la formation, du partage. C'est des valeurs que l'on a (Annick et moi, on va y revenir au cours de la soirée) et des pratiques qu'on est obligé de mettre en œuvre pour essayer de mieux comprendre l'adversaire contre qui on se bat. Aujourd'hui, c'est l'arrivée de Trump et de Musk au pouvoir aux États-Unis qui sont, et on le voit tous les jours sur l'écran de télé, la première puissance impérialiste du monde, la plus militarisée du monde. Parfois, on voit des tableaux à la télé : ils ont des sous-marins nucléaires dans tous les océans ; ils ont des bases militaires sur les cinq continents. Ça pète dans un pays, ils ont 50 bombardiers sur place pour cogner. C'est la première puissance militaire. Quand, dans ce pays-là arrive l'extrême droite, comme ça vient de se faire aux États-Unis au cœur du cœur du capitalisme, ça a des conséquences énormes sur l'ensemble de la planète. Donc, essayer de comprendre le capitalisme aujourd'hui, ça implique d'essayer de comprendre ce qui se passe aux États-Unis, le cœur du capitalisme aujourd'hui, avec le mariage très concret entre le capitalisme

financier et le capitalisme extractiviste (« pompez, pompez, pompez »).

Le pétrole, les gaz de schiste et la Silicon Valley, c'est l'union entre l'intelligence artificielle et les industries extractives. C'est la phase de capitalisme dans laquelle on entre aujourd'hui et donc il faut essayer de comprendre tout ça.



AC : Gérard a planté le décor. Pourquoi s'est-on réclamé, dès le début, et on s'en réclame toujours, d'un syndicalisme de transformation sociale ? C'est parce qu'on pense qu'effectivement, on doit analyser le monde dans lequel on agit aujourd'hui. Mais quand je dis : « On analyse le monde », ce n'est pas seulement analyser ce qui se passe aux États-Unis, en Russie, en Iran, au Moyen-Orient. C'est aussi ce qui se passe dans nos entreprises, au plus près des salarié-es, c'est l'éclatement des statuts, c'est la précarité, etc., pour comprendre que tout ça a une logique. Ça ne tombe pas du ciel. Ce n'est pas par hasard qu'il y a de plus en plus de salarié-es qui sont en situation précaire. Ce n'est pas par hasard qu'il y ait de plus en plus de problèmes de conditions de travail, etc. C'est bien lié à un fonctionnement d'un système global. C'est pour ça qu'il est important pour nous de se réclamer d'un syndicalisme de transformation sociale et de construire un outil interprofessionnel en lien avec cette idée de transformation sociale. Pour nous, c'est vraiment l'idée, c'est ce qui a prévalu à la création de notre union syndicale. Et le Groupe des dix, qui est devenu Union syndicale Solidaires il y a déjà maintenant pas mal d'années, est aussi une histoire de syndicalistes qui venaient d'histoires et d'horizons différents.

Moi, je l'ai dit, j'ai été à la CFDT. Gérard était dans ce qu'on appelait des syndicats autonomes qui avaient refusé de choisir en 1948 entre la CGT et Force Ouvrière, et puis d'autres histoires syndicales. Et pour autant, on a été capable de construire un projet interprofessionnel en commun et de lui donner une identité et des valeurs en commun. Et c'est cette histoire-là qui fait qu'on est là où on est aujourd'hui dans cette formation. Et

c'est vraiment l'idée de regarder le monde tel qu'il fonctionne. Et donc, ça veut dire de vouloir le transformer et le transformer à la fois dans les rapports de domination liés au capitalisme pur et dur tel qu'il se déploie dans les entreprises, mais aussi au capitalisme prédateur tel qu'il est aujourd'hui. Gérard l'a évoqué sur tout ce qui est lié à la question des pillages des ressources de la planète, parce qu'évidemment, tout ça a un lien. Ce ne sont pas des choses séparées, mais c'est aussi un capitalisme qui amplifie les discriminations. On en reparlera tout à l'heure. L'outil interprofessionnel qu'on a commencé à bâtir il y a maintenant 30 ans à peu près s'inscrit dans une longue histoire du syndicalisme. Parce que notre outil interprofessionnel, il n'est pas non plus né de rien.

Il est né aussi dans un contexte syndical et s'inscrit dans une continuité de débat du mouvement syndical. Cet outil interprofessionnel qu'est l'Union syndicale Solidaires est important parce qu'aujourd'hui, la multiplicité des statuts au sein même des entreprises et au sein du monde du travail en général, fait que ceux qui dirigent économiquement, que ça soit les patrons au sens classique du terme ou les grandes multinationales, jouent sur la division, l'éclatement des statuts, etc. D'où toutes les logiques qui ont eu lieu, y compris dans les secteurs publics, mais même dans les grandes entreprises privées où il y avait des conventions collectives fortes, des droits du travail important. Ils ont tenté de tout faire voler en éclat, ils n'ont pas complètement réussi. Mais nous, c'est pour ça qu'on a intérêt à avoir un outil interprofessionnel qui soit capable de construire des outils de solidarité envers toutes les formes du salariat aujourd'hui, y compris les plus précaires. Cela veut dire que pour se faire, il faut à la fois qu'on ait un outil syndical qui soit en prise au plus près du terrain, on y reviendra notamment sur la question de démocratie, mais qui soit aussi un outil syndical qui ait une vision des choses, qui ne se contente pas de défendre ce qu'il faut encore défendre absolument par rapport à toutes les attaques, les contre-réformes qu'il y a, mais qui soit aussi capable de montrer qu'il y a des alternatives possibles.

Et cela, c'est vrai aussi, je pense, au niveau local, quand il y a dans les entreprises des choses qui se passent, des plans de licenciement, des réductions d'effectif, des conditions de travail absolument dégradées, comme à un plan plus global. Par exemple, la question de l'enjeu des services publics, parce que les services publics, ce n'est pas la défense du statut des salarié-es des services publics, même si c'est important. C'est aussi une certaine vision de la société d'avoir des outils au service de l'ensemble de la population. L'idée de l'outil interprofessionnel est vraiment liée à cette vision de la nécessité de la transformation sociale. C'est comme ça que Solidaires s'est construit. C'est comme ça qu'à partir d'histoires syndicales différentes, des camarades qui venaient de la CFDT, d'autres qui venaient de syndicats indépendants, d'autres qui, au fur et à mesure, venaient de nulle part, notre Union syndicale s'est construite. Je pense que parmi vous, il

y a un certain nombre de camarades dont l'engagement dans un syndicat de Solidaires, c'est le premier engagement syndical. Ça aussi, c'est évidemment très important. On peut avoir des situations différentes, des histoires syndicales différentes, mais ce qui a été important, c'est de partager le même projet syndical de transformation sociale qui, aujourd'hui, veut s'affronter à la fois au capitalisme financier, mais aussi au capitalisme prédateur, au capitalisme qui discrimine.

C'est vraiment ça qui nous semble important. Et juste pour terminer sur cet aspect-là, c'est aussi un syndicalisme internationaliste, pas seulement parce que l'histoire du syndicalisme, quand vous la regardez depuis la fin du XIX^e siècle, c'est un syndicalisme qui s'est construit avec une vision internationale. La célèbre phrase « prolétaires de tous les pays unissez-vous » peut sembler correspondre au XIX^e siècle, mais elle reste profondément d'actualité aujourd'hui, parce que ce capitalisme financier s'appuie aussi sur des multinationales extrêmement fortes. On sait très bien qu'aujourd'hui, dans un certain nombre de secteurs, on n'a plus de patron identifié parce qu'on ne sait même plus où ça se décide. On sait qu'au bout du compte, c'est l'intérêt financier qui se décide, mais on n'a même plus de patron identifié pour s'opposer à lui. Très souvent, on le sait aussi, et vous le savez autant que moi, c'est aussi la mise en concurrence généralisée sur l'ensemble de la planète, d'où l'importance peut-être encore plus aujourd'hui qu'hier d'avoir un syndicalisme qui a une pratique et construit de la solidarité internationale.



GG : Il y a eu pas mal de remarques dans vos papiers sur les rapports du syndicalisme de Solidaires avec le politique (les appareils et partis politiques et avec les idées et le débat politique). C'est effectivement un élément essentiel qui nous caractérise à Solidaires. De fait, quand on analyse un peu nos diverses histoires qui font maintenant notre histoire commune, celle de Solidaires, c'est un peu dans nos gènes de nos différents syndicats et des différents courants que l'on représente. On vous l'a dit un petit peu déjà. Donc, au départ de Solidaires, les statuts, c'est en 98,

mais ce n'est pas né de rien du tout. C'est des rapprochements antérieurs de syndicats et, notamment en 81, des syndicats autonomes qui étaient nés de la scission CGT, CGT-FO de 1947/1948 et qui ont alors refusé de choisir entre Moscou-Staline et Wall Street (Plan Marshall de 1947/1948), privilégiant l'unité de leur syndicat et son indépendance.

Les États-Unis ont gagné du pognon sur toute la planète en finançant tous les pays qui voulaient se battre contre le nazisme. Le dollar régnait sur la planète et ils ont voulu continuer en faisant le plan Marshall. Ils proposaient leur dollar à toute la planète. Les pays, ce qu'on appelle ensuite l'Europe occidentale, ont accepté. La Russie a refusé, alors que la Russie et les États-Unis se battaient ensemble contre Hitler. Et le Parti communiste français a refusé aussi. Il s'est battu contre le gouvernement français, qui, majoritairement, s'est intégré au plan d'achat et a été financé par les États-Unis. Ça a entraîné une scission au sein de la CGT : CGT et CGT-FO. Des syndicats choisissent de ne pas suivre la CGT, liée de fait à Moscou et Staline, et créent FO. FO, c'était la liberté, c'était les États-Unis, mais c'était Wall Street. Cette liberté est dirigée par le capitalisme. D'autres syndicats ont choisi l'autonomie en 48, avec l'idée d'indépendance par rapport aux appareils politiques.

En 81, on se regroupe, ces syndicats-là, avec une idée : la gauche, c'est mieux que la droite, mais on n'est pas sûr que ça va faire des lois de gauche, progressistes. Donc, il faudrait faire comme en 36 où il y a eu une fronde populaire avec des victoires sociales et syndicales importantes. Les ouvriers, le lendemain de l'élection du Front populaire à l'Assemblée nationale, ont occupé les usines, les bureaux, les administrations. Le patronat de l'époque, content que les ouvriers reprennent le boulot et de récupérer les entreprises, a concédé pas mal de choses à Léon Blum grâce aux occupations d'usines. Donc, faire en 81 comme en 36, ça impliquait l'indépendance des syndicats par rapport aux Partis politiques. Mais ça n'a pas été le cas, car la CGT, FO, FEN (le syndicat majoritaire chez les enseignants), CFDT ont suivi le PC et le PS. Mais Mitterrand a décidé le tournant de la rigueur en 82 et on est toujours dans le tournant 43 ans après. Si, au cours de votre vie militante, vous voyez un gouvernement qui se dit de gauche arriver au pouvoir, vous pouvez vous réjouir, ce n'est pas les fachos. Mais surtout, faites gaffe, c'est quand même un gouvernement dit de gauche qui peut faire très facilement des mesures très objectivement de droite, au service de la finance. Donc, soyez vigilant-es. En 81, ça a été ça.

En 89, arrivée de Sud PTT, qui pratique une lutte sociale et syndicale alors qu'il y avait sur le papier un gouvernement de gauche, avec Mitterrand, Rocard. Aux finances, c'était Beregovoy — Charasse. En 95 a lieu la création d'autres syndicats SUD, contre Nicole Notat de la CFDT, parce qu'elle suivait le plan Juppé. Là, ça n'était plus du suivisme par rapport à un gouvernement dit de gauche. C'était un gouvernement officiellement de droite, comme ça se passe en ce moment

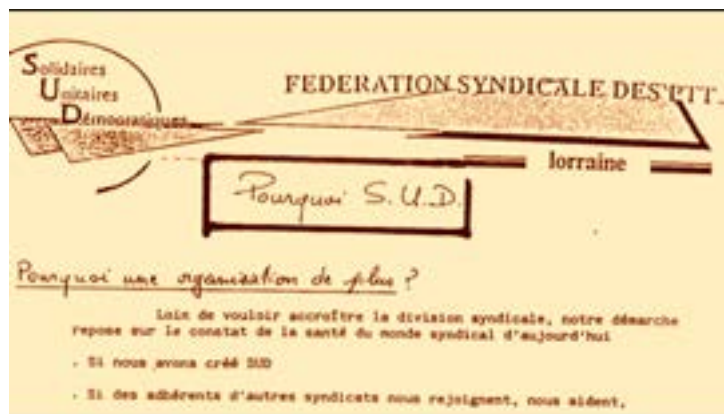
éventuellement avec le conclave et Bayrou.

Autre aspect aussi de l'indépendance, c'est ce qu'on a été capable de faire en 2005, avec d'autres associations et avec des partis politiques, mais en toute indépendance. On a pu vaincre, au référendum, contre un traité constitutionnel européen. Le Non l'a emporté, notamment grâce à la campagne qui était menée par un certain nombre de syndicats, dont Solidaires à l'époque.

L'indépendance par rapport aux appareils politiques nécessite qu'on soit soi-même très politique et qu'on aborde tous les sujets. Ça, c'est un point important. Ça implique que dans Solidaires, on aborde tous les sujets, mais de façon ouverte et pas que ce soient des camarades qui, dans des partis politiques en débattent et qu'ensuite, viennent appliquer leur théorie dans le syndicat. L'indépendance syndicale nécessite donc la démocratie.

AC : Évidemment, quand on parle syndicalisme de transformation sociale, la question du rapport de force est fondamentale, puisque, vous le savez, ceux qui sont en face et qui n'ont pas les mêmes intérêts que nous (ou nous n'avons pas les mêmes intérêts qu'eux) ne lâcheront pas leurs privilèges facilement. Ça s'est vu au cours de l'histoire et je crois que ça se voit encore largement aujourd'hui. Donc, évidemment, le rôle du syndicalisme, et surtout d'un syndicalisme de transformation sociale, c'est bien de construire des rapports de force. Construire des rapports de force, ça veut dire des outils pour la lutte. Les outils pour la lutte, évidemment, c'est dans les mots d'ordre de Solidaires depuis longtemps, c'est la question des rapports de force globaux et, par exemple, du mot d'ordre de grève générale. Ce n'est pas si simple que ça pour des tas de raisons, notamment l'éclatement des statuts des travailleuses et des travailleurs, et notamment la répression. Et puis peut-être aussi dans l'imaginaire collectif, le fait que, y compris des mouvements importants, n'ont pas gagné.

Ça, c'est des choses qu'il faut affronter, on le sait. Et pour autant, la nécessité de la lutte, et de la lutte collective reste fondamentale si on veut gagner des choses. L'histoire sociale nous montre que tout ce que l'on considère comme des acquis sociaux importants ont été des conquêtes sociales. C'est-à-dire que ça ne s'est jamais fait parce qu'un beau matin, le patronat s'est réveillé en disant : « Oui, tout à fait, vous avez raison, on va vous lâcher ça ». Que ça soit au niveau national ou au niveau des entreprises, mais vous le savez largement autant que moi. La question des outils de lutte est fondamentale et il me semble que la première des choses, c'est la question du collectif de salarié-es qui vont être en mesure de porter une lutte et des formes d'action. Moi, j'ai toujours dit et je continue de le dire aujourd'hui, je pense qu'il n'y a pas de mauvaises formes d'actions. Quand je dis : il n'y a pas de mauvaises formes d'actions, je vais être un peu provocatrice en disant de la pétition à la grève générale. C'est une panoplie de formes d'actions.



Je pense qu'évidemment, si on veut parler des retraites, il vaut mieux la grève générale qu'une pétition. On sera d'accord. Mais en même temps, je pense qu'on doit aussi se situer sur un syndicalisme de terrain qui est ancré avec les salarié-es, qui est en lien avec les salarié-es, qui ne fait pas à la place des salarié-es. Donc, je pense qu'il il faut parfois mieux avoir un mot d'ordre qui peut apparaître peut-être moins « radical » — je n'aime pas le terme de radical, mais je n'en trouve pas d'autres — mais qui soit efficace pour avoir une majorité de salarié-es qui va se projeter dedans, qui va s'inscrire dedans et qui va porter cette forme de lutte plutôt qu'avoir un mot d'ordre qui peut apparaître plus radical, mais qui ne sera porté que par 2 %. Je caricature un tout petit peu pour la démonstration. Tout ça pour dire que les formes de lutte, évidemment, il faut en privilégier et notamment dans des luttes interprofessionnelles au niveau national, mais que dans la pratique syndicale de tout à chacun-e au quotidien, ce qu'on doit privilégier, c'est le fait de l'engagement des salarié-es dans ces formes de lutte. Et encore une fois, parfois, ça peut sembler une forme de lutte pas très offensive, mais qui va permettre à des salarié-es de s'engager dedans et qui, peut-être demain, feront qu'ils iront un peu plus loin.

La question du collectif, je pense que c'est assez fondamental dans notre pratique syndicale. Après, bien sûr qu'il y a des tas d'outils. D'ailleurs, dans les idées que vous avez mises, il y a la question de la médiatisation. Évidemment, on est dans une société de médiatisation. Moi, je parlerais plutôt de sortir la lutte à l'extérieur de l'entreprise où elle se passe. Et notamment quand il s'agit de luttes qui ont à voir avec des enjeux de société. Et en fait, on peut le dire, il n'y a pas que les services publics. Je pense,

par exemple, à une entreprise qui ferme dans un territoire : ça ne concerne pas forcément seulement les salarié-es parce que ça aura des conséquences sur le territoire. Ça va peut-être contribuer à la désertification, etc. Donc, je pense que dans toute lutte, il est important de la sortir aussi à l'extérieur pour construire de la solidarité parce que parfois c'est utile, mais aussi pour faire comprendre qu'il y a des enjeux qui peuvent avoir des conséquences pour la société autour. Dans les outils aussi, on a parlé du rapport aux politiques. Je pense que Gérard a dit très clairement quelle était notre vision du rapport aux politiques, mais ça peut évidemment être aussi d'aller demander des comptes aux élu-es qui sont censé-es nous représenter.

Je pense qu'à des moments donnés, et ça, ce n'est pas aller se mettre à la remorque des politiques, c'est aller leur demander des comptes. C'est encore une fois l'exemple des retraites. Quand il y a des votes à l'Assemblée nationale sur l'avenir des retraites, je pense qu'il faut aller demander des comptes. Tout ça, c'est des formes d'actions, mais encore ce qui est important, c'est vraiment la question d'avoir un syndicalisme de terrain, ce qui veut dire des réseaux militants importants. Je crois que c'est toujours l'idée du rapport de force. Il se construit à tous les niveaux où la lutte se pose, où la revendication se pose et il se construit avec les salarié-es et, si possible, en collectif. Et autre aspect peut-être dans cette question du rapport de force, c'est la question « unité », « unitaire », le rapport aux autres organisations syndicales. La première chose à dire, c'est que si on construit l'Union syndicale Solidaires en termes d'outil interprofessionnel, il y a des raisons historiques (qui ont été rappelées) mais c'est aussi parce que l'on considère qu'on

porte une « offre », une offre syndicale qui n'est peut-être pas exactement la même que celle d'autres organisations syndicales, mais que pour autant, on inscrit notre positionnement syndical dans un débat avec l'ensemble du mouvement syndical.

Les idées qu'on a dans Solidaires, y compris les questions qu'on se pose sur l'avenir du syndicalisme, on n'est pas les seul-es à se les poser. Il y a aussi dans d'autres organisations syndicales, des militantes et des militants, des structures qui se les posent. La première chose qu'on doit se dire est qu'on n'a pas forcément la réponse à nous tout seul sur l'avenir du syndicalisme par rapport à tous les enjeux du XXI^e siècle. La deuxième chose, c'est que la question de l'unité d'action est toujours une question décisive dans le rapport de force. C'est-à-dire que, quoiqu'on en pense et quoiqu'on pense d'autres organisations syndicales, on est ce qu'on est et on a raison d'être fier-ères de ce qu'on est, mais on ne pèse que ce qu'on pèse (Solidaires). Donc, la question du rapport de force, elle est décisive. Si on veut gagner les revendications, ce n'est jamais très simple et très facile. Je pense que vous avez tous et toutes des exemples, sûrement sur le terrain, où les choses sont compliquées sans doute, mais pour autant, c'est quelque chose qui, à chaque fois, s'est posé largement avec les salarié-es.

Ça ne veut pas dire qu'on doit se taire sur les différences ou les divergences qu'il peut y avoir, mais il y a aussi une façon de le faire. C'est-à-dire qu'on peut le faire en étant ferme sur un certain nombre de valeurs, sur un certain nombre de revendications, de positionnements... Mais au bout du compte, c'est peut-être aussi se tourner vers les salarié-es pour que ça soit elles et eux qui tranchent quand il y a des débats entre organisations syndicales. Je pense que c'est aussi une question importante. À la fois, être unitaire, ne jamais être sectaire (parce qu'on le paye quand on est sectaire), et, en même temps, ne pas mettre dans nos poches nos revendications, nos valeurs syndicales, l'idée de syndicalisme de transformation sociale. C'est sans doute plus facile à dire là où je suis aujourd'hui, à la tribune que sur le terrain, dans les entreprises, j'en suis bien consciente, mais il me semble que cette question est importante.

GG : Il y a pas mal de Post-its aussi qui parlent d'autogestion, de démocratie, d'horizontalité, de rejet de l'appareil syndical, bureaucratique. Un élément essentiel dans ce qu'on voudrait être dans notre fonctionnement à Solidaires par rapport à d'autres et aussi dans nos revendications et la transformation sociale qu'on voudrait faire, c'est que chacun et chacune puisse être acteur-ice de sa vie (individuelle et collective), et, par conséquent, les différents sens qu'on veut donner au mot démocratie. Ce qui implique qu'on s'intéresse à tous ces aspects de la démocratie politique. Donc, Solidaires doit s'intéresser bien entendu aux libertés politiques, dont les libertés syndicales, à la liberté de la presse, à l'indépendance de la presse. On ne le fait pas encore, mais je pense qu'à terme, il faudra qu'on soit capable de réfléchir sur quelle Constitution on souhaite avoir pour le pays. C'est un débat essentiel. Je pense que ce n'est pas un monopole des partis politiques de débattre de la démocratie dans le pays dans lequel on vit. Une organisation syndicale qui se dit autonome et indépendante des appareils politiques, doit être capable d'appréhender en son sein ces débats là : quelles règles du jeu on se fixe collectivement pour gérer, notamment, nos libertés !

La liberté politique, la liberté sociale, la démocratie sociale, notamment, ça implique qu'on travaille plus, comme on le fait aujourd'hui à Solidaires, sur la gestion de la Sécurité sociale. Vous savez peut-être que la sécu' en 1945, juste après la Libération, a été un outil de démocratie, de la gestion du social de l'époque. C'était dans la main des appareils syndicaux, donc dans la main de fait de la CGT. Mais c'était quand même plus démocratique qu'aujourd'hui avec l'étatisation du système et la budgétisation de la Sécu. Donc, la bataille pour une démocratisation de la Sécu, ça reste essentiel. Démocratisation économique aussi, dans l'entreprise et dans le pays. Là aussi, c'est une bagarre essentielle pour tout syndicat et notamment pour nous, à Solidaires, si on veut être une organisation syndicale efficace. Il faut que les travailleurs et les travailleuses dans les entreprises ne soient pas dépendant-es du patron, parce qu'il est propriétaire et c'est lui qui apporte les capitaux. Les salarié-es apportent le travail, leur savoir-faire, leur

intelligence. Donc, ça doit être un collectif qui doit gérer l'ensemble du capital et du travail. Alors que dans un système capitaliste, c'est seulement des apporteurs de capitaux qui sont maîtres de l'entreprise.

C'est là qu'intervient l'idée d'autogestion. Peut-être avez-vous déjà fait des stages de formation syndicale sur la grève de chez Lip en 1974, où, là, les ouvrier·ères ont occupé l'usine, se sont payé·es sur les ventes de montres qu'ils pouvaient faire. C'est un des seuls exemples qu'on ait en France de luttes qui a un peu marché. Ça a fini, le système les a cassés, c'est évident, mais il y a des luttes qui ont été menées pour essayer d'autogérer les entreprises en France ou ailleurs. La question se pose de la démocratie économique au niveau de l'entreprise, au niveau de la commune, au niveau de la région et au niveau national, avec la planification démocratique, avec les partenaires sociaux, avec les syndicats ouvriers. Toutes ces bagarres sont essentielles pour notre syndicat. Il faut aussi parler de ce qu'est la démocratie dans notre organisation syndicale. On a voulu faire une union et pas une confédération. On a voulu, notamment parce que les syndicats autonomes de 81 n'étaient pas habitués à ce qu'ils soient coiffés par une confédération qui leur disait : là, tu fais grève, là, tu ne fais pas grève ! Tu ne fais pas grève quand c'est la gauche, par exemple. Et ceux qui ont été foutus dehors, comme Sud PTT en 89 parce qu'ils faisaient grève, c'était sous la gauche.

Et ceux qui ont fait grève et qui se sont barrés en 95 pour créer d'autres syndicats SUD ne souhaitaient pas refaire une confédération dans laquelle l'appareil confédéral aurait pesé sur l'orientation de chaque syndicat membre, de chaque fédération membre. L'idée de primauté au syndicat de base, c'est toujours valable dans notre union syndicale. La démocratie, c'est aussi la démocratie dans le syndicalisme et dans notre organisation syndicale, ce qui implique bien entendu la formation et ce que vous faites aujourd'hui en ce moment ici.

AC : Il y a un point, on en a déjà un tout petit peu parlé, mais je vais reprendre un peu. Quand vous regardez le film qui date de 2001, à chaque fois, je le vois, je me dis : « Quand même,

les femmes, on ne les entend pas beaucoup ». Celles et ceux qui me connaissent ne sont pas étonné·es que je réagisse comme ça. Non, simplement, dire ça, ce n'est pas une critique aux camarades de l'époque, c'était l'état des choses. À la fois parce qu'il y avait beaucoup de camarades de Sud-Rail et qu'à la SNCF, les femmes sont effectivement minoritaires et sont dans des secteurs très particuliers. Je crois que c'est encore le cas aujourd'hui, beaucoup. Mais globalement, c'est comment cette question du féminisme a traversé l'Union syndicale Solidaires, comment elle a traversé tout le mouvement syndical. On ne va pas faire ici l'histoire du féminisme et du syndicalisme, mais si ça vous intéresse et que vous cherchez un peu des choses là-dessus, vous verrez que ça a été souvent un combat plus qu'un débat entre féminisme et syndicalisme. On est aussi le produit de cette histoire-là.

Et la question de la prise en charge des enjeux féministes dans Solidaires a été portée au départ par quelques organisations, dans Sud PTT notamment, parce qu'on avait cette histoire-là et cette expérience-là. Et puis, petit à petit, c'est aujourd'hui un enjeu qui est porté très largement par Solidaires, et c'est tant mieux, et notamment à travers les journées intersyndicales femmes qui existent depuis 25 ans maintenant. Mais l'idée derrière, c'est quoi ? C'est qu'effectivement, on ne peut pas analyser ce qui se passe dans le monde du travail, on ne peut pas analyser le salariat aujourd'hui en mettant de côté ce qu'on appelle des lunettes de genre. Ce n'est pas la même chose quand on est un travailleur que quand on est une travailleuse. Bien sûr qu'il y a des choses en commun, mais il y a aussi des choses différentes. Je ne vais pas développer là-dessus et je pense que vous aurez l'occasion d'en discuter pendant ce stage. Tout ça pour dire que cette question de l'articulation entre une critique du capitalisme, une critique du fonctionnement des entreprises, la nécessité d'avoir des revendications qui correspondent au terrain, ça a été, petit à petit, une appropriation par Solidaires. Le fait qu'il fallait aussi être capable à la fois d'agir syndicalement pour les droits et les revendications des femmes, mais aussi, évidemment, ce qui va avec, à

savoir leur donner toute leur place dans nos structures syndicales.

Ce qui, là aussi, quand vous prenez l'histoire du syndicalisme a été un combat. Ce n'était absolument pas évident, puisqu'on disait : le syndicat, il représente tout le monde. Il représente tout le monde, mais ses représentants, c'était très, très, très, très souvent très majoritairement des hommes. Parce qu'on est aussi dans une société patriarcale qui a un système d'oppression et que ça joue aussi dans le monde du travail et que ça joue aussi sur notre syndicalisme. De la même façon se pose la question du racisme dans notre société : des oppressions et des discriminations qui sont liées à ça. Évidemment ça ne se pense pas en dehors de ce qui se passe dans le monde du travail ni de ce qui se passe dans le syndicalisme. Le monde du travail est partie prenante de la société en général et c'est une société où des oppressions, des discriminations de divers ordres existent et ça joue aussi sur notre syndicalisme, on n'est pas une bulle à côté du reste de la société.

Donc, tout ça pour dire que c'est

handicap, par exemple. Tout ça, ce sont des enjeux quand on est porteur et porteuse d'un syndicalisme de transformation sociale. Je pense qu'il y a toujours ce lien à faire.

Pour terminer, le dernier point qu'on voulait aborder, qui est revenu aussi dans ce que vous avez dit, c'est tout ce qui tourne autour de la formation, de la transmission, du renouvellement des enjeux. Évidemment, je pense que cette semaine de stage illustre tout à fait ça, mais je crois que c'est important de se dire qu'on a besoin de personnes qui ont de l'expérience et qui peuvent donner leur expérience à la construction d'outils syndicaux. Mais ces personnes qui ont de l'expérience, un jour, ne seront plus là. On a donc besoin aussi de nouvelles personnes, non seulement parce qu'il y a des questions d'enjeux générationnels, mais aussi parce que les personnes qui sont jeunes dans le monde du travail aujourd'hui, ou plus jeunes en tous les cas, n'ont pas forcément le même vécu que ce qu'on a vécu, nous, quand on est entré·e dans le monde du travail. Et que ça, ça doit évidemment



une question qui a largement irrigué la construction de l'Union syndicale Solidaires et sur laquelle il y a eu des avancées extrêmement importantes. Et je pense que c'est aussi un enjeu fondamental de non seulement les garder, mais aussi les renforcer et prendre dans notre projet syndical et dans nos pratiques syndicales aussi, vraiment, que ça ne soit pas seulement des mots et des phrases importantes dans nos textes de congrès. Bien sûr qu'il faut ça parce que c'est une affirmation politique. Mais il faut aussi que dans nos pratiques syndicales, ça veuille dire faire une place aussi aux femmes, faire une place aussi aux personnes racisées, faire aussi une place aux personnes en situation de

être pris en compte dans notre syndicalisme aujourd'hui. On en a évoqué un certain nombre, mais les pratiques ne seront pas forcément les mêmes aujourd'hui. On a parlé des pratiques pour construire des rapports de force, on a parlé de grève générale, etc. Gégé avait parlé de 1936, on a parlé de 2015, etc.

On sait très bien qu'aujourd'hui, ce n'est pas forcément les mêmes pratiques qui sont possibles. Mais il y a d'autres pratiques qui peuvent être aussi tout à fait intéressantes. Et donc, je pense que c'est aussi très important cet enjeu de renouvellement. Et le renouvellement, pas seulement pour transmettre des choses, pour transmettre l'histoire dans notre syndicalisme de nos

valeurs, mais aussi pour faire de la place à de nouvelles personnes, de nouvelles générations, à des femmes, à des personnes racisées, etc. C'est aussi ça qui renouvellera notre syndicalisme. Et peut-être que de ce point de vue là, c'est intéressant quand même, de passer le film parce qu'on voit quand même des décalages qu'il peut y avoir entre des choses qu'on a vues, et notamment la place des femmes, parce qu'il y avait des femmes dans ce stage syndical, mais elles ont quand même très peu la parole. Je pense qu'aujourd'hui, on n'est plus du tout dans cette situation. Je trouve que c'est ça qui est intéressant à voir aussi, comment une organisation prend en compte des enjeux, des choses qui peuvent apparaître difficiles, mais que finalement, on avance et on avance collectivement.

GG : Je voulais faire deux ou trois remarques avant. C'était seulement pour féliciter et remercier les camarades qui ont marqué sur le papier : «Au-delà des travailleurs, joie, amitié des luttes». C'est aussi tout ça le syndicalisme. C'est la fraternité, c'est s'ouvrir aux autres, c'est écouter, c'est comprendre, c'est gagner ensemble, c'est perdre aussi ensemble et c'est faire sa vie ensemble et faire la vie et construire le monde. C'est tout ça. Merci.



QUESTIONS RÉPONSES!

Question 1 : J'ai une question pratico-pratique, sur le syndicalisme. Le syndicalisme, c'est l'organisation des salarié-es, ce qui a été répété plusieurs fois. Aujourd'hui, comme tu l'as dit, Annick, le salariat a été complètement explosé. Des statuts différents, y compris dans les mêmes boîtes, les mêmes administrations, de plus en plus de précaires, des intérimaires, des contractuel-les. Et une des dernières nouveautés, c'est des auto-entrepreneurs. Je pense qu'on peut considérer que, pour beaucoup d'auto-entrepreneurs, ce sont de faux vrais salarié-es. La preuve, dans certains entretiens d'embauche, le patron dit à la personne qu'il a en face : «Je veux bien t'embaucher, à condition que tu prennes le statut d'auto-entrepreneur, moi, je paie moins de charges et ça se fait». Donc,

du coup, la question simple, c'est : comment les syndiquer dans un syndicat de Solidaires ?

Question 2 : Vous avez parlé de démocratie et de prendre des décisions ensemble, ma question est portée sur la construction des règles de prise de décisions au sein de Solidaires et comment on peut envisager, pour utiliser le terme de démocratie interne, des outils pour pouvoir rapidement consulter les salarié-es et prendre des décisions quand il faut le faire rapidement ?

Question 3 : Un truc qui m'a un peu marqué dans le documentaire, c'est le fait qu'il y avait une revendication, un mot d'ordre d'identification politique que je trouvais plus assumé plus radical que ce qu'il y a souvent aujourd'hui à Solidaires. Ça parlait de manière très ouverte d'anarcho-

syndicalisme. Ça a montré des vidéos de la guerre d'Espagne et ça a répété plusieurs fois révolutionnaire, qui est un mot qu'on ne retrouve plus trop forcément aujourd'hui dans les communications de Solidaires, en tout cas de ce que j'ai vu, et notamment le côté très politisant sur l'histoire anarchiste, etc..

Est-ce que c'est une évolution ? Est-ce que c'est anecdotique ou est-ce que c'est une évolution que vous avez vraiment vue aussi ? Et qu'est-ce que vous en pensez de cette évolution ?

Question 4 : Bonjour. Il y a de plus en plus de syndicats qui sont aujourd'hui devenus représentatifs et qui participent donc à des instances. Comment on peut articuler les luttes de terrain qui sont fondatrices de Solidaires avec ce travail qui est de plus en plus administratif et

qui, parfois, peut mener à une forme de bureaucratisation ?

Question 5 : Avant de poser la question, je vais répondre à la personne qui posait la question sur les auto-entrepreneurs. À Sud PTT, lors de notre congrès de 2021, on a introduit le fait qu'on pouvait syndiquer des auto-entrepreneurs. Ce n'est pas là qu'on a prévu de développer notre champ de syndicalisation, mais on pensait important que, si un auto-entrepreneur des activités postales ou des centres d'appels souhaitait nous rejoindre, on ait déjà prévu les statuts.

Sinon, sur mon autre question, il y a un mot qui me paraît important, surtout dans l'époque actuelle, c'est qu'on parle de colonialisme. Parce qu'on parle de racisme. Racisme, ça fait un peu

philosophie : on est tous égaux, etc. Et ça efface, me semble-t-il, la question de la colonisation, qui est quand même le support du racisme que l'on connaît dans nos pays occidentaux. Merci.

Question 6 : j'aimerais éventuellement qu'on se projette dans l'avenir du syndicalisme au vu de l'actualité de l'extrême droitisation de la politique, du système et de la réalité de la rue. Partir en manif, ça devient dangereux. On se fait taper sur la gueule par les BRAV-M, même les gens qui interviennent, les journalistes, pour se faire brider. Et du coup, j'aimerais savoir quelles réflexions on peut avoir sur la présence dans la rue, dans l'action et dans le syndicalisme d'action et de terrain. Actuellement, avec le Retailliau, Darmanin... À un moment donné, qu'est-ce qu'on fait ? Comment on se réveille ? Et on reprend la rue et on reprend des voix ? Merci.

Question 7 : Moi, je vais vous poser une question plus parce qu'on est sur l'histoire de Solidaires. Est-ce que vous pourriez nous expliquer pourquoi, à Solidaires, on prend les décisions au consensus ? Qu'est-ce que ça veut dire ? Et pourquoi c'est important de le garder ? Et pourquoi c'est un syndicat/une voix ? Un peu sur la construction.

Gérard Gourguechon : Je vais commencer par la dernière : le consensus et un syndicat/une voix. Ça résulte de la pratique. En 81, il y a 10 syndicats autonomes nés de la scission CGT/CGT-FO qui se rencontrent le 10 décembre 1981. Et puis, on constate qu'on est tous, à peu près, nés de la scission CGT/CGT-FO. À l'époque, il y avait, qui est toujours à Solidaires, le Syndicat National des journalistes qui faisait déjà 40 % dans la profession. Il y avait le Syndicat des impôts, qui est devenu Solidaires finances publiques maintenant, qui faisait 35 % aux impôts. Il y avait le Syndicat de la Banque de France, qui est toujours à Solidaires, qui faisait 45 % à la Banque de France. Donc, c'était souvent des syndicats qui étaient premiers dans leur profession, pointus dans leur profession, mais pas confédérés. Quand il y avait une grève interprofessionnelle ou même, nous, aux impôts, une grève au ministère des Finances ou dans la fonction publique, on comptait pour epsilon (pour pas grand-chose). Après, on a pris l'habitude, ces 10 syndicats, de travailler ensemble, d'aller en audience.

De temps en temps, on était reçu par un troisième couteau à Matignon. Et quand on y allait, on n'y allait pas à 10, on y allait à trois, quatre, il fallait décider les trois, quatre qui allaient y aller, sur quoi ils étaient mandatés. On débattait les sujets qu'on voulait aborder avec le politique qu'on allait rencontrer et on s'auto-limitait aux points sur lesquels on était d'accord, les 10 syndicats. Et que ce soit un syndicat qui pèse 15 000 adhérent-es ou qui pèse 500 adhérent-es, si le syndicat de 500 adhérents n'était pas d'accord, donc, on ne donnait pas d'un avis unanime du Groupe des dix. Et l'idée d'un syndicat à une voix, c'est né doucement de cette pratique-là. Après, quand on a écrit les statuts de Solidaires en 98, quand on a créé notre Union syndicale, on a mis noir sur blanc la pratique qu'on avait développée depuis 10,15 ans. Et la philosophie

de ce truc-là, c'est de dire que chaque syndicat est maître chez lui, qu'il soit 500 ou 5 000, il est autonome, chaque congrès est majeur et maître chez lui.

Un syndicat de 500 adhérent-es, c'est le congrès des 500 adhérent-es qui décide et ce n'est pas celui de 5 000 à côté qui va décider pour le syndicat de 500 qui a sa propre vie, sa propre autonomie. Donc, un syndicat à une voix. Et le consensus, c'est « il faut qu'on soit tous d'accord ». Et notamment en 89 et en 95, quand les syndicats venant de la CFDT ont rejoint cette pratique-là, ils étaient plutôt satisfaits de retrouver une autre façon de travailler. Alors que dans les Confédérations CFDT et la CGT, c'était majorité-minorité : il y avait débat, on votait, 60 % d'un côté, 40 % de l'autre. La position de la CFDT, c'est la position des 60 %, et les 40 % comptaient pour des prunes alors qu'ils faisaient quand même 40 %. Donc, les syndicats venant de la CFDT ont été tout à fait satisfaits de constater qu'il y avait d'autres façons de fonctionner, au consensus et un syndicat une voix. Et tu as raison de dire qu'il faut garder ces règles-là, même si, parfois, on a l'impression que le consensus, ça fait perdre du temps.

Maintenant, on est plus 10, on est 57 syndicats ou fédérations et puis 80 Solidaires locaux à peu près. Donc, il faut que tout le monde soit d'accord. Parfois, on peut passer un congrès, donc ça fait perdre trois ans, mais après, on sait qu'on est vraiment d'accord. On a perdu apparemment trois ans, mais on a gagné en cohérence et en efficacité et en compréhension mutuelle.

Annick Coupé : Juste pour poursuivre sur ce que vient de dire Gégé et que je partage. Il y a juste peut-être une chose sur laquelle j'ai une nuance, c'est quand on a décidé de faire des statuts pour l'Union syndicale Solidaires, cette idée d'un syndicat/une voix, et je pense qu'on a eu raison de faire ça. Mais je me disais : est-ce qu'on va y arriver ? Je suis persuadée depuis très longtemps que si on avait choisi une autre voie, c'est-à-dire que, si on avait choisi de fonctionner au rapport de force, etc., il n'y aurait pas d'Union syndicale Solidaires aujourd'hui. Je pense que ça, c'est aussi important de se le dire. C'est-à-dire que c'est ce qui a donné confiance à tout le monde. J'ai pris l'exemple tout à l'heure de la question des enjeux féministes. Au début, c'était porté quasiment seulement par SUD PTT et peut-être une autre fédération. Le fait de construire cette confiance fait que, petit à petit, les syndicats qui n'avaient pas eu pour habitude de travailler sur ces questions du féminisme, etc., on les a amenés à travailler sur ces enjeux et on a fait partager ces enjeux-là.

La même chose sur les sans-papiers. Peut-être certains d'entre vous et certaines ont entendu parler de la grève des sans-papiers et de Saint-Bernard en 1996. Une église qui a été occupée par les sans-papiers pour leurs droits, comme les luttes que l'on connaît aujourd'hui. Et à un moment donné, avant qu'ils occupent l'église Saint-Bernard, ils étaient dans un gymnase à Paris, ils ont été virés du gymnase. Et Sud PTT les a accueillis dans leurs locaux à l'époque, parce qu'il fallait une solution d'urgence. Et en fait, les camarades à

l'époque du Groupe des dix, d'autres syndicats ne comprenaient pas trop, non pas qu'ils trouvaient que c'était scandaleux ce qu'on faisait, mais ils disaient : mais les sans-papiers, ce n'est pas un problème syndical. Dire ça, ça peut vous paraître bizarre aujourd'hui. Sauf qu'à l'époque, c'était l'état des choses. Mais en même temps, personne ne nous a reproché à Sud-PTT d'avoir recueilli les sans-papiers. En fait, la manière de fonctionner a fait que personne ne s'est, à ce moment-là, senti obligé de revendiquer ce que faisait Sud-PTT, mais que trois ans après, dans les textes du Congrès, on retrouve la question du droit des sans-papiers porté par l'union syndicale.

Ce que je veux dire par là, c'est que ça a été une façon de construire de la confiance entre



des syndicats, des structures qui avaient des histoires différentes. La condition de ça, c'est évidemment de porter ensemble le même projet de syndicalisme de transformation sociale. Et d'où l'importance aussi, quand il y a des équipes qui nous rejoignent, etc., de bien faire comprendre ce qu'est le projet syndical de Solidaires. Ce n'est pas n'importe quel projet, c'est un projet de syndicalisme de transformation sociale avec tout ce qu'on a dit.

Peut-être quelques mots sur d'autres questions. Juste un préalable, c'est que moi, ce que je vais dire là n'engage que moi, car je ne suis plus en responsabilité dans les structures. Je ne parle qu'à partir de mon expérience, de ce que je connais, c'est une petite légitimité, mais qui n'est que ça. Je pense qu'il y a plein de questions qui vous regardent, au sens, ça regarde vos syndicats, vos structures. C'est des enjeux pour l'avenir du syndicalisme et qu'évidemment, moi, je ne peux parler qu'à partir de mon expérience.

Sur la question de l'éclatement des statuts des salarié-es et des auto-entrepreneurs, ce n'est pas la première fois qu'on se pose ce type de questions. On s'est posé la question, à Solidaires, d'organiser les chômeur-euses, par exemple. Pour moi, c'est le même type de question, c'est-à-dire est-ce qu'effectivement,

des personnes qui sont à la marge du monde du travail, soit en étant au chômage, soit en étant aujourd'hui auto-entrepreneur, est-ce qu'ils ont une place dans notre syndicalisme ? Moi, j'aurais tendance à dire oui, à partir du moment où on est un syndicalisme de transformation sociale. Mais je sais qu'une fois que j'ai dit oui, c'est très compliqué. C'est très compliqué parce qu'il ne suffit pas de dire oui. Il faut déjà avoir des personnes qui auraient envie de faire cette expérience collective. Et pour moi, la question, c'est l'expérience collective. Peut-être qu'il y a déjà eu des expériences, je ne sais pas, à Solidaires, mais en tous les cas, je sais que la CGT a fait des expériences de syndiquer des autoentrepreneurs, notamment les coursiers, je crois, de mémoire. Donc peut-être qu'il faut se dire, mais encore une fois, ce que je dis n'engage que moi, c'est peut-être, si, à un endroit, on a des contacts avec des personnes qui sont dans cette situation d'auto-entrepreneur et qui ont envie de s'organiser collectivement, on va les aider pour permettre que notre outil syndical les aide à s'organiser collectivement. Déjà pour gagner, peut-être pour certains de faire reconnaître. Il y a eu des batailles juridiques sur le fait que c'est un statut de salarié-e dissimulé-e et il y a des batailles qui ont été gagnées. Mais ça, c'est du boulot, c'est des moyens financiers, c'est des avocat-es, etc. Donc peut-être qu'on n'a pas les moyens de dire : on va lancer un grand travail, mais peut-être qu'il faut se poser la question et peut-être qu'il y a des endroits dans des villes, dans des Solidaires locaux où il y aura des possibilités de faire ça. Mais pour moi, c'est le même débat qu'on avait eu sur la question des chômeurs. C'est exactement le même type de problème.

Sur la question des prises de décisions par rapport aux salarié-es. Si on regarde l'histoire de notre syndicalisme, on a eu beaucoup de pratiques d'assemblées générales, de consultations des salarié-es, etc. Ça, je pense que ça devrait rester notre façon de faire et d'être, mais je sais très bien qu'aujourd'hui, faire des assemblées générales, ce n'est pas forcément la même situation qu'il y a 20 ans ou il y a 30 ans, j'en suis tout à fait consciente et que c'est beaucoup plus compliqué pour des tas de raisons. Pourtant, il me semble que la clé, c'est d'avoir un réseau militant et d'avoir des pratiques de syndicalisme de terrain, c'est-à-dire d'être en lien le plus possible (avec toutes les difficultés que ça a aujourd'hui, j'en suis tout à fait consciente). Et avec l'idée quand même fondamentale qu'on ne fait pas à la place des salarié-es. Ça, je pense que ça me semble, même aujourd'hui dans la situation dans laquelle on est, l'idée que notre syndicalisme, d'une façon ou d'une autre, doit s'appuyer sur ce que les salarié-es sont prêt-es à faire. Ça ne veut pas dire qu'on n'a rien à faire. Au contraire, on a un travail d'explication, on a un travail de faciliter les prises de décisions collectives d'une façon ou d'une autre, etc. Encore une fois, j'ai bien conscience en disant ça que c'est plus facile à dire qu'à faire.

Sur la question de la représentativité, la copine a posé la question : est-ce qu'il n'y a pas un risque de bureaucratisation ?

Oui, bien sûr qu'il y a toujours un risque de bureaucratisation. Mais pour moi, quand on a créé Sud-PTT, la première bataille qu'on a menée trois mois après avoir été viré de la CFDT, c'est pour se présenter aux élections professionnelles. Et après, on s'est battu sur la représentativité fonction publique, et bien des combats, de représentativité, ont suivi. Oui, il y a des risques de bureaucratisation ou d'institutionnalisation (et on voit très bien la mise en place des CSE, la logique patronale, etc.), mais pour autant, en syndicaliste, si on disait aujourd'hui « les élections professionnelles et la représentativité, on ne s'en occupe pas », je pense qu'on est mort. Pour autant, est-ce que ça veut dire qu'il ne faut pas se poser des questions ? Bien sûr que oui. Ce n'est sans doute pas simple de trouver les bonnes réponses pour éviter la spécialisation, pour éviter qu'il y ait des gens qui concentrent toutes les questions de représentativité sur tous les aspects et qui deviennent le seul interlocuteur du patronat. Donc, pour moi, la question derrière, c'est : comment on maintient des collectifs ?



Et une question importante dans notre fonctionnement interne, comme dans le fonctionnement vis-à-vis du patronat, c'est la question du contrôle. Moi, je pense qu'on ne naît pas bureaucrate, enfin si peut-être certain, mais je veux dire que globalement, c'est parce qu'on laisse aussi des gens le devenir. C'est-à-dire qu'on doit à la fois réfléchir sur les règles qu'on peut mettre en place, ça peut être des questions de limitation de mandat, par exemple, dans le temps, même si on a des difficultés à trouver des camarades pour remplacer, etc. Il y a des tas de choses qui peuvent être faites, mais, pour moi, il y a la question aussi du contrôle et du sens du collectif. Ce n'est pas parce qu'on a confiance dans des gens, parce que c'est des gens bien, parce qu'ils se sont toujours battus, etc., qu'il faut faire une confiance aveugle. Ce que je veux dire par là, c'est qu'on n'est pas dans un monde de bisounours. La question du contrôle collectif, c'est de faire en sorte qu'il n'y ait pas de délégation de pouvoir en permanence. On doit se dire : OK, on met des gens en place et à des moments donnés, il faut qu'il y ait

des gens qui assument des responsabilités, qui soient porte-parole, etc., parce que ça me semble nécessaire et indispensable. Mais il faut parler de la question du contrôle, qui est une question importante et, souvent, on ne se la pose pas parce qu'on a confiance. Je pense qu'on a tort, mais je le dis « on », collectivement, parce que j'ai évidemment été aussi là-dedans.

Deux petites dernières questions rapidement sur la question du colonialisme. Je pense que dans les textes de Solidaires, la question du colonialisme est présente. En tous les cas pour dénoncer, etc. Et dans les luttes aussi. On ne l'a pas reprise cet après-midi parce qu'on ne pouvait pas tout reprendre.

Et sur la question d'extrême droite, je vais faire une fin de balayeur, car il y a une plénière demain matin, me semble-t-il. Non, juste, si j'avais la réponse à ça, sur comment on fait... Je serais super forte, mais ce n'est pas le cas. C'est que je pense qu'on voit tous les risques, les dangers, etc., l'accélération des choses au

niveau national comme au niveau européen et international. Ce dont je suis persuadée, c'est que la question du syndicalisme est une question décisive, y compris dans des risques d'arriver et d'une fascisation d'un pouvoir, etc. Je pense que vous en parlerez demain matin, mais avoir un syndicalisme qui ne lâche pas sur des fondamentaux me semble un élément. Ce n'est pas le seul, ça ne résout pas tout. Il y a aussi la question des pratiques, des manifs, etc.

Gérard Gourguechon : Un autre camarade a parlé en faisant référence au film. Dans le film, des mots sont utilisés plus que maintenant, comme anarcho-syndicalisme, révolutionnaire, notamment Henri Céliier, qui utilise ce mot-là assez souvent. Il faut croire que le vocabulaire dans le monde syndical et dans vos générations a changé. Et puis, peut-être aussi que dans nos générations, à un moment donné, on se gargarisait parfois plus du mot que de la chose. J'étais dans un syndicat autonome, et j'étais par ailleurs à ce moment-là, au PSU (parti socialiste unifié).

C'était un truc entre le PC et le PS. Le PS, à l'époque, faisait 30, 40 % et était plus à gauche que le NPA d'aujourd'hui, sur le papier. (Comme le NPA, c'est sur le papier aussi. Le jour où ils seront au pouvoir, on verra.) Peut-être aussi, entre le mot et la chose, il faut faire la différence. Il faut éviter de se satisfaire seulement des mots. Et peut-être que personnellement, là aussi, je préfère qu'on soit plus mou dans l'usage des mots, mais qu'on soit plus réel dans l'effectivité des choses et des actes.

Et aussi sur nos contradictions. Il y a un paquet de gens qui sont contre les multinationales et qui les alimentent à tour de bras.

Comme vous voyez, les Touaregs, les Inuits, tout le monde branché sur Amazon sur Google, sur... 7 milliards, huit milliards d'individus qui, dans le métro à Tokyo, à New York, à Sydney ou à Singapour, sont branchés. Moi, je prends le métro le matin et le soir, pour venir à Solidaires : je suis le seul à lire un journal et tous les autres, sur leur truc, mais c'est vos générations. Donc, on leur donne du pognon tous les jours, donc allons-y mollo aussi dans nos discours et nos contradictions dans nos comportements individuels et collectifs. Ça, c'est aussi important. Et donc là, sur l'usage des mots, le constat qu'effectivement, on

utilise moins le mot anarcho-syndicalisme. Mais c'est ce qu'on fait quand même. Et révolutionnaire, on ne l'utilise pas du tout et c'est ce qu'on ne fait pas pour l'instant. Je terminerai sur c'est à vous de le faire plus que notre génération à nous, de vous projeter dans l'avenir. Moi, l'avenir, c'est l'EHPAD, donc ça va. Ça va être vite réglé. Pour vous, c'est l'extrême droite. Le mouvement ouvrier a connu des moments difficiles, en 40, 43, 44, le syndicalisme interdit, la France occupée par les nazis, ce n'était pas facile. Imaginez les syndicalistes un peu sincères aux États-Unis aujourd'hui. Il y en a qui ont peur. Il y en a qui ont peur

peut-être au sein des familles, de parler librement parce qu'ils peuvent être dénoncés. Il y a tout [ce que l'extrême droite crée] comme ambiance.

Se projeter dans l'avenir, c'est des combats que vous aurez, vous, à mener pour faire vivre un syndicalisme indépendant et souverain et permettant l'autonomie et l'émancipation de la classe ouvrière et de chacun et de chacune. Bon courage.

ÊTRE SYNDICALISTE À LIDL : ELODIE LEGUAY ET JULIEN HARDY

Petite présentation de l'entreprise

LIDL est une entreprise allemande, implantée sur toute l'Europe, aux États-Unis et en Asie.

Aujourd'hui, sur le territoire français, il existe 26 directions régionales, 2 sièges sociaux et 1550 magasins pour environ 45 000 salarié-es.

Dans l'organisation, une Direction Régionale (DR) représente un entrepôt et environ 60 magasins pour 1 CSE (un établissement)

Notre implantation

En 2015, création de la section SUD LIDL sur la DR de Meaux puis à la DR de Rousset en 2017 avec une représentativité de + 20 % actuelle sur les 2 DR.

Étant donné que nous ne sommes pas représentatifs nationalement, nous n'assistons pas aux réunions nationales entre organisations syndicales et direction.

En 2015, l'employeur ne nous a pas contesté (sur la DR de Meaux). Néanmoins, en 2017, sur la DR de Rousset, ce n'est plus le cas : une première contestation avec perte de mandat pour défaut de publication de compte et un second procès pour contester la personne mandatée en elle-même avec assignation en justice sur les périodes de fêtes de fin d'année.

Nomination d'un représentant de section syndicale dans une troisième DR (Coudray Monceaux) récemment (depuis ce mois de mai 2025), mais il n'y a pas de contestation en cours connue.

SUD LIDL a des difficultés d'implantation, car les employeurs ne veulent pas que « SUD/SOLIDAIRES » se développe dans les entreprises. En effet, ils nous associent avec les champs de revendication et d'action de SUD RAIL, SUD PTT... C'est

bien une notion globale que les patrons appréhendent.

Chez Lidl, l'employeur éprouve des difficultés à comprendre qu'on puisse avoir une double casquette : à la fois manager-euses et syndicalistes. Dans leur esprit, on se rebelle contre l'entreprise... qui nous a tant donné ! Mais le fait d'être « responsable » et de savoir s'opposer à la direction pour le bien-être au travail donne confiance à nos collègues. Et c'est bien là, la crainte du patronat...

L'employeur, afin de nous dissuader d'imposer notre syndicalisme et notre façon de concevoir le monde du travail, exerce des pressions envers nous.

Par exemple :

Elodie, ne se conformant pas aux attentes de notre patron dans sa catégorie socioprofessionnelle (chef de magasin), a subi de la part de ses trois supérieurs hiérarchiques du harcèlement moral qu'elle a dû dénoncer aux RH France afin que les agissements cessent.

De manière générale, notre patron ne respectant pas le droit du travail, de base, nous avons engagé plusieurs contentieux avec lui : droit alerte élue CSEE, procédure suite à la suppression de RTT des agent-es de maîtrise, récupération d'heures supplémentaires, paiement de congés payés, contestation de sanctions disciplinaires aux prud'hommes... Une procédure toujours en cours depuis 2019, actuellement en cours de cassation concernant sept salarié-es de notre direction régionale.

Julien a subi une mise au placard de deux ans afin de le couper de ses fonctions hiérarchiques et discréditer ainsi ses actions et son discours auprès de nos collègues. Durant deux années, il n'a eu aucun planning

de travail et aucune tâche de travail.

Une camarade subie de la part de notre directeur régional une répression anti-femme, le patron n'aime pas qu'on lui dise non et encore moins lorsqu'on est une femme. Autre exemple : reproche d'avoir parlé dans les médias de la situation des conditions de travail dans l'entreprise, ce qui provoque le blocage de son évolution.

Comment se faire connaître

Dès le début, il faut être très clair dans ses valeurs, son revendicatif, la manière dont nous fonctionnons. Cela permet de créer un rapport de force et d'envoyer un message à l'employeur sans compromis. L'employeur peut chercher à faire des compromis avec nous, car il a une vision syndicale d'accompagnement et pas d'opposition, il faut savoir dire non de manière ferme pour ne pas perdre ses valeurs (et être clair sur cet aspect).

Faire de la défense individuelle permet de créer un collectif. En effet, défendre un collègue et obtenir des victoires individuelles permet de propager nos actions auprès d'autres collègues. C'est bien souvent « le bouche-à-oreille » qui nous fait connaître et nous permet de nous développer.

Rapport de force

Nous avons mis plus de huit ans à réussir un mouvement de grève.

Ce qui a été le déclencheur, c'est le souhait de nos collègues de travail (la base) et ce n'est pas une décision unilatérale de la section.

En effet, une autre OS avait lancé un mouvement de grève très complaisant avec le patron (heures, jour, et date). Lorsqu'on a voulu voir si cela marchait, les collègues

sur le chemin du piquet nous ont interpellé·es en nous disant « on ne veut pas ça, on veut faire mal au patron ».

À l'écoute de nos collègues, nous avons convenu d'une

date pour réunir toutes les OS qui l'ont souhaité pour un axe intersyndical, seulement deux OS étaient partantes. Ce premier mouvement a été un succès. Sur l'entrepôt, la mobilisation de

70 collègues sur 100, et suivie le lendemain sur des magasins ciblés. Certains camarades de Sud-PTT nous ont rejoints. Encore une fois le collectif de l'interpro et intersyndical a permis de créer un

effet de masse.

À ce jour, l'employeur n'a pas oublié et sait que nous avons la capacité de lui nuire encore à tout moment.

ÊTRE SYNDICALISTE À AMAZON : ELIE LAMBERT, MÈMBRE DU SN, POUR REPRÉSENTER LES CAMARADES DE SUD AMAZON

SUD AMAZON connaît une implantation durable, même si ça a été long avec une création en 2013 à AMAZON logistique (huit entrepôts).

La crise COVID a fait émerger les problèmes et, avec ça, la présence du syndicat.

SUD AMAZON a été au tribunal pour suivre les droits COVID, a gagné, et c'est là que le syndicat a eu des nouveaux·elles adhérent·es. AMAZON a mis en place des actions de licenciement contre les élu·es (procédures judiciaires constantes de Bezos [patron]), mais le syndicat tient bon.

L'essentiel, c'est le côté collectif, qui se voit. Tous les gens venaient avec des chasubles roses, les contremaîtres en voyaient partout et ça les faisait flipper.

Reprise de parole des rencontres de l'été 2024 :

Une victoire syndicale, Amazon en 2020, par Jérôme Guillain secrétaire de section syndicale...

La 1re section SUD SOLIDAIRES est implantée chez Amazon depuis 2013, notre section a été créée en septembre 2018 sur le site de Lauwin Planque. Les collègues n'avaient pas vraiment l'habitude d'avoir un syndicat revendicatif et combatif et nous ont connu avec des actions pour de meilleurs salaires et conditions de travail. En octobre 2019, nous sommes élu·es une première fois à 27 % et devenons la première orga de Lauwin planque (élection contestée et reportée en mars 2020) donc de nouveau sans élu·e...

En décembre 2019, nous apprenons par les médias l'arrivée du COVID en Chine, les produits d'Amazon venant à 90 % de la Chine nous demandons à la direction ce qu'elle va mettre en place afin d'éviter une potentielle propagation dans l'entreprise (vu que nous ne savons pas à ce moment-là comment le virus se propage...), la direction reste muette face à nos demandes et revendications ou nous répond qu'il n'y a aucun risque et que ce n'est qu'une grosse grippe.

Nous sommes réélu·es une deuxième fois en mars 2020 avec 31 % des suffrages et restons la 1re orga. Le 16 mars 2020, le président Macron annonce « nous sommes en guerre » face à la pandémie du COVID 19 et met en place tout un panel de mesures de confinement et des mesures de « protections » dans les entreprises (je mesure mes paroles, bien sûr, c'est juste

pour expliquer le contexte, je ne reviens pas sur le côté politique.).

Mesures qu'Amazon ne met pas en pratique, car il ne se considère pas comme un magasin et se dit un élément essentiel pour distribuer les produits de 1re nécessité, certes, sauf qu'à côté de cela, il vendait tout et n'importe quoi, tout en oubliant de protéger les travailleur·euses qui étaient entre 4 et 5 000 entassé·es dans certains entrepôts.

Le soir du 16 mars, environ 300 travailleuses et travailleurs se mettent en grève et droit de retrait. Notre section s'appelle juste après le JT afin que l'on se donne rendez-vous sur site pour émettre un Danger Grave et Imminent et être à côté des salarié·es face à une direction et un management qui les menacent lorsqu'ils veulent quitter l'entrepôt...

La direction restant les bras croisés et continuant à sanctionner malgré la peur des collègues, nous décidons de mettre Amazon face aux juges pour le fait qu'ils ne respectent pas du tout les recommandations gouvernementales et ne protègent pas du tout les travailleur·euses.

1 million € d'astreinte par jour s'ils ne respectent pas la vente des articles essentiels (entre autres).

Ils font appel et le tribunal de Versailles (que l'on connaît surtout pour être assez proche du patronat) confirme la 1re décision et l'amplifie en les condamnant à 150 000 € par article scanné (imaginez, il y a environ 500 millions de produits non essentiels qui doivent être scannés environ 11 fois par jour), de travailler sur le DUERP et les propositions de protection faites par les élu·es.

Amazon ne se sent pas capable de tenir cette condamnation et préfère mettre en place la 1re demande de Solidaires c'est-à-dire la fermeture des sites français le temps de mettre en place la protection des salarié·es (ils amplifieront et profiteront de ces mesures pour sanctionner les collègues.)

Ils ne voulaient pas reconnaître les droits de retrait et les payer, nous avons dû de nouveau aller au tribunal et ils ont été de nouveau condamnés à tout payer.

Dès notre 1re élection, nous avons été confronté·es au vrai visage d'Amazon et lui avons fait comprendre qu'ils devaient faire



Les camarades se sont mobilisé·es afin d'amener le maximum de preuve à notre avocate, Maître Krivin, mais il n'était pas difficile de trouver des poupées gonflables, des déguisements de nazi et autres produits de 10e nécessité.

La justice les condamne une 1re fois à

avec un « french problem » comme ils l'ont dit aux États-Unis.

Nous sommes actuellement une dizaine de sections en France et nous nous sommes rassemblé·es en début d'année afin de discuter de la création d'un syndicat « SUD SOLIDAIRES AMAZON ».

... et Nathalie Marquer, intérimaire chez Amazon à l'époque

Alors que le Président de la République annonce que la France est en guerre, que les morts se multiplient chaque jour, Amazon oblige ses salarié-es à travailler afin de livrer les colis. Autant vous dire que le métro, boulot, dodo est encore plus d'actualité avec cette pandémie.

J'ai connu la période du Covid en tant qu'intérimaire non-militante. Nous étions alors dans l'angoisse, on nous demandait de nous confiner, de ne plus voir nos ami-es, familles, mais on nous demandait d'être présent-es sur notre poste de travail et d'assurer la cadence et les productions demandées afin de livrer les commandes.

Dès notre arrivée en bas de l'entreprise, première étape avant de pouvoir rentrer, nous étions confronté-es à un serpentín pour récupérer un masque. La deuxième étape était une prise de température à distance sous contrôle d'un agent de sécurité, si nous avions de la température, nous devions passer à un deuxième contrôle afin de s'assurer que ce ne soit pas dû au soleil et à la chaleur extérieure. Autant vous dire que la pression à chaque passage était présente. Tout le site était fléché, nous étions obligé-es de respecter un chemin bien précis pour se rendre à notre poste de travail, une distance de deux mètres était exigée avec un affichage et des répressions à chaque instant. Des salarié-es se sont vu attribuer des avertissements, des entretiens préalables ainsi que des

licenciements pour avoir dit bonjour avec un tchek. Des messages sur les cas COVID recensés dans l'entreprise ont été annoncés chaque semaine, ce qui mettait la pression à chaque instant.

Une équipe spécifique dédiée à cette nouvelle pandémie est créée par l'entreprise pour assurer l'organisation, la distribution de masques et le réassort des gels hydroalcooliques. À savoir que l'entrepôt est ouvert 7j/7 et h24.

Après toutes ses mesures, l'entrepôt rouvrira après un mois et demi de chômage partiel payé à 100 % par Amazon, en trois vagues, 50 % de l'effectif, 75 %, puis 100 % avec une victoire pour tout-es les salarié-es, le maintien de salaire et l'augmentation de salaire de 2 € plus 5 minutes de pause supplémentaire.

QUESTIONS RÉPONSES !

Est-ce que vous êtes connecté-es aux syndicats d'ouvrier-ères AMAZON/ LIDL d'autres pays pour faire force ensemble, peser lourd sur ces grosses entreprises internationales ?

Recette pour pouvoir recruter auprès des jeunes ? Appel à mobilisation pour grève pour augmentation des salaires, les gens sont là, mais dès qu'on demande de s'engager, ça ne marche pas. Iels ont peur. CTFC majo dans Penelope (SUD PTT), agence d'accueil.

Comment s'est passée l'implantation à Arpajon et comment faire pour s'implanter ailleurs avec les solidaires locaux. Quels sont les besoins de LIDL et AMAZON pour se développer ailleurs ?

Félicitations pour votre taf dans ces entreprises privées où la pression des patrons est forte sur les salarié-es.

Réponses :

AMAZON, salarié-es cassé-es, usé-es, mais gardent la tête haute.

Comment s'implanter ? À

Pénélope ; c'est très compliqué, car les collectifs de travail sont très émiettés. AMAZON, ce sont des établissements, des ruches. Brétigny-sur-Orge, 4000 salarié-es, équipes de plusieurs centaines de salarié-es. Iels ne travaillent pas tou-ttes en même temps, mais se croisent.

Sur l'international : SUD AMAZON à des contacts avec les syndicalistes américains (Labour Note, orga de syndicats américains de base,

de salarié-es). Ce qui s'est fait en France pendant le COVID a eu beaucoup d'impact là-bas, par exemple. Il y a également des rencontres dans le cadre du RSISL (réseau syndical international de solidarités et de luttes) avec les syndicats d'AMAZON internationaux.

Pour SUD LIDL, c'est dur de se déplacer partout, par contre, ce qui fonctionne, c'est le collectif. On se déplace à plusieurs dans les magasins.

Recruter chez les jeunes :

SUD LIDL : la jeunesse est un vrai espoir pour nous, car iels n'en ont rien à foutre. Des jeunes en CDD de 18-19 ans venaient faire grève avec nous. Il faut faire collectif, les prendre en compte dans les décisions, ne pas dire oui aux

patrons. On a des adhérent-es qu'on ne connaît pas, car des personnes syndiquées parlent à leurs collègues... On ne force pas à la syndicalisation, iels doivent venir vers nous, mais, par contre, on est rigide sur nos valeurs.

Sur l'implantation, c'est compliqué. Un collègue a son local syndical dans un placard à Béziers. On va se consacrer à nos directions régionales proches de Paris, elles sont cinq. Plus facile pour nous d'y aller. On a beaucoup de déçu-es de la CGT dans nos adhérent-es.

Par contre, l'implantation avec les Solidaires locaux est compliquée, car dans les magasins privés, on ne peut pas rentrer comme ça. Chaque magasin c'est 15-

20 salarié-es, ça n'apporte pas de représentativité. On a donc privilégié les entrepôts. Et on appelle les Solidaires locaux à aller distribuer des tracts devant les entrepôts plus que devant les magasins.

Elie : Dans pleins de Solidaires locaux, il y a des Solidaires agricoles qui se montent. L'avenir de Solidaires, ça sera les ouvriers agricoles, les emplois précaires. Actuellement, il y a une expérience à Marseille d'un collectif chômeurs-précaires, avec des revendications immédiates. Il faut que la personne qu'on aide, s'engage à ensuite aider d'autres personnes dans ce même cadre, c'est la seule exigence de ce collectif.

